Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Les-enfants-exposes-a-la

6 septembre 2011

Les enfants exposés à la radioactivité : chronologie d'un scandale

Très peu de temps après le début de la catastrophe, les écoles ont réouvert dans la préfecture de Fukushima, en dépit de mesures témoignant d'une radioactivité élevée. Plutôt que d'envisager de nouvelles vagues d'évacuation qui constitueraient pour les autorités l'aveu d'un échec dans la gestion de la catastrophe, on décide donc de nier les conséquences sanitaires, en arguant que la vie doit continuer comme avant, malgré l'accident et les très hauts taux de radioactivité.

Le 19 avril, le gouvernement décide ainsi de permettre la réouverture de tous les établissements scolaires où la radiation externe ne dépasse pas 3,8 microsievert par heure, ou encore 20 millisieverts (mSv) par an dans les cours de récréation. On demandera également aux écoliers de porter des vêtements à manches longues, de limiter leur temps passé dehors, et ils seront équipés de dosimètres.

Le 29 avril, M. Toshisô Kosako, conseiller nucléaire du gouvernement présente sa démission, en pleurs : d'un point de vue scientifique, un seuil d'exposition aussi élevé est inacceptable. Cette disposition revient à soumettre les enfants, dont l'organisme fragile et en pleine croissance est extrêmement sensible aux radiations, à la même exposition que les travailleurs du nucléaire. Par ailleurs, elle prend uniquement en compte les doses accumulées du fait de l'irradiation externe, alors que les habitants de Fukushima sont également menacés par la contamination interne, en cas de consommation d'eau ou d'aliments contaminés.

Début mai, la société civile japonaise proteste : plusieurs associations lancent une pétition internationale pour demander des normes de radioprotection plus exigeantes pour les enfants, soit le retour à un maximum de 1 mSv par an. Le Réseau "Sortir du nucléaire" relaie cette pétition (https://www.sortirdunucleaire.org/petition-japon) , qui recueille d'ores et déjà plus de 27 800 signatures en France.

La pression des citoyens et des organisations internationales augmentant, le gouvernement japonais procède à un artifice rhétorique et annonce le 26 mai que, tout en maintenant provisoirement la norme de 20 mSv/an dans la préfecture de Fukushima, l'on s'efforcera à terme de « viser » 1 mSv/an. Il s'agira notamment de retirer la couche superficielle de terre des cours de récréation dans les endroits les plus contaminés. Cela représente un chantier colossal, et cette entreprise ardue connaît rapidement ses limites : que faire de la terre radioactive ainsi retirée ? Où la stocker ? Les mesures rivalisent d'incohérence.

Lors d'une réunion publique sur la situation tenue le 19 juillet par les membres du comité gouvernemental d'urgence (https://videos.sortirdunucleaire.org/Les-autorites-japonaises-face-a-la) , et filmée par un vidéaste amateur, il est réitéré qu'il n'est pas question d'élargir la zone d'évacuation. Ceux qui le souhaitent sont autorisés à le faire « de façon volontaire et à leurs risques et périls », déclareront les représentants des autorités.

La préfecture de Fukushima annonce le 25 juillet que l'on fera un examen pour la tyroïde sur les mineurs de Fukushima, soit 360 000 personnes, une première fois dans les deux ans, et une seconde fois dans les cinq ans, après qu'ils auront eu 20 ans.

Le 14 août, on détecte de l'iode dans la thyroïde de la moitié d'un groupe d'enfants de Fukushima .

Les ONGs japonaises continuent de dénoncer la supercherie et lancent le 17 août un appel au Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme à venir constater la violation du droit à la santé suite au maintien de cette limite de 20 mSv/an (https://tinyurl.com/3nfwuby). Pendant ce temps, la vidéo de la réunion publique du 19 juillet circule tant, que l'Ambassade du Japon demande un droit de réponse à Liberation.fr, sur lequel elle a été publiée (https://tinyurl.com/3cqc9sp) . De manière paradoxale, on y affirme qu'il est hors de question de remettre en cause les zones d'évacuations fixées par le gouvernement « la situation sur le site de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi n'étant pas complètement rétablie » …

Le 30 août, après de multiples demandes de rendez-vous à l'ambassade du Japon à Paris, une délégation du Réseau « Sortir du nucléaire » se présente en vue de remettre ces 27 847 signatures à un représentant du gouvernement japonais. Se faisant dire très sèchement que cette démarche n'est pas la bienvenue, le Réseau "Sortir du nucléaire" n'en restera pas là.

1er septembre : à la date traditionnelle de la rentrée des classes, en dépit des mesures annoncées, les niveaux de radiations restent encore dramatiquement élevés dans les cours d'écoles de la ville de Fukushima. D'après les mesures de l'ONG Greenpeace International, on a pu déceler jusqu'à 1,5 mSv/heure - soit une fois et demie la dose annuelle autorisée - dans une cour d'école où avaient pourtant été mises en oeuvre des mesures de décontamination. Parmi tous les établissements étudiés, seul un jardin d'enfant témoignait d'une baisse réelle des niveaux de radiation, uniquement grâce au travail entrepris par les associations locales.

Ce constat démontre bien les limites du plan gouvernemental de décontamination ; le combat pour protéger les enfants en demandant leur évacuation des zones où la radiation excède 1 mSv/an demeure plus que jamais d'actualité.